

**VILLE DE QUIMPER
CONSEIL MUNICIPAL**

Séance du 4 février 2016
Rapporteur :
Monsieur Georges-Philippe
FONTAINE

N° 1

ACTE RENDU EXECUTOIRE

compte tenu de :

- la publicité (par voie d'affichage), pour une durée de deux mois, à compter du : 10/02/2016
- la transmission au contrôle de légalité le : 09/02/2016 (accusé de réception du 09/02/2016)

*Acte original consultable au service des assemblées
Hôtel de Ville et d'agglomération
44, place Saint-Corentin – CS 26004 - 29107 Quimper Cedex*

Budget primitif 2016

Le projet de budget 2016 intervient après que le débat d'orientation budgétaire se soit tenu le 10 décembre 2015.

Si le budget est encadré par un principe d'annualité, c'est bien dans la durée que le contexte financier de réduction des concours de l'État va influencer les équilibres financiers de la commune.

Le périmètre d'intervention est identique à celui de 2015.

Le budget de la ville de Quimper est composé du budget principal et de quatre budgets annexes (Zones d'activités, Zones d'habitat, Locations et camping municipal, Parkings en ouvrage).

I. Périmètre des dépenses réelles nettes tous budgets

Dépenses réelles nettes		2014	2015	2016	Variation
Principal	Dépenses réelles fonctionnement	65 649 643 €	65 573 395 €	65 452 632 €	-120 763 €
	Dépenses réelles investissement	33 984 050 €	27 264 677 €	24 637 907 €	-2 626 770 €
	Dette	5 002 000 €	5 002 000 €	6 002 000 €	1 000 000 €
	Total	104 635 693 €	97 840 072 €	96 092 539 €	-1 747 533 €
Zone d'activités	Dépenses réelles fonctionnement		2 000 €	0 €	-2 000 €
	Dépenses réelles investissement				0 €
	Dette				0 €
	Total	0 €	2 000 €	0 €	-2 000 €
Zones d'habitat	Dépenses réelles fonctionnement				0 €
	Dépenses réelles investissement	419 500 €	2 817 000 €	2 742 000 €	-75 000 €
	Dette				0 €
	Total	419 500 €	2 817 000 €	2 742 000 €	-75 000 €
Locations et camping municipal	Dépenses réelles fonctionnement	459 313 €	343 360 €	255 660 €	-87 700 €
	Dépenses réelles investissement	291 200 €	241 500 €	312 846 €	71 346 €
	Dette				0 €
	Total	750 513 €	584 860 €	568 506 €	-16 354 €
Parkings en ouvrage	Dépenses réelles fonctionnement	675 000 €	826 686 €	886 000 €	59 314 €
	Dépenses réelles investissement	103 000 €	103 000 €	142 000 €	39 000 €
	Dette				0 €
	Total	778 000 €	929 686 €	1 028 000 €	98 314 €
Total	Dépenses réelles fonctionnement	66 783 956 €	66 745 441 €	66 594 292 €	-151 149 €
	Dépenses réelles investissement	34 797 750 €	30 426 177 €	27 834 753 €	-2 591 424 €
	Dette	5 002 000 €	5 002 000 €	6 002 000 €	1 000 000 €
	Total des dépenses	106 583 706 €	102 173 618 €	100 431 045 €	-1 742 573 €

Le tableau ci-dessus reprend l'ensemble des dépenses de fonctionnement réelles (hors opérations d'ordres) de l'ensemble des budgets (budget principal et les quatre budgets annexes).

Pour la deuxième année consécutive, les dépenses de fonctionnement du budget principal diminuent.

L'investissement présente également une diminution, liée à la clôture de certains projets majeurs. Néanmoins ces derniers laissent une trace dans le présent budget, par le décalage de quelques mois de la terminaison de certaines opérations mais aussi par l'endettement qu'ils ont occasionné et qui pèse sur les ratios financiers actuels.

II. Budget principal

A. Balance générale

		2013	2014	2015	2014/2015	2016	2015/2016
1	Ressources de fonctionnement	70 569 784	72 368 955	71 589 544	- 779 411	71 072 019	- 517 525
2	Dépenses de fonctionnement hors charges financières	61 219 011	63 649 643	63 623 395	- 26 248	63 602 632	- 20 763
3	Capacité courante de financement (1-2)	9 350 773	8 719 312	7 966 149	- 753 163	7 469 387	- 496 762
4	Frais financiers	2 087 201	2 000 000	1 950 000	- 50 000	1 850 000	- 100 000
5	Épargne brute (3-4)	7 263 572	6 719 312	6 016 149	- 703 163	5 619 387	- 396 762
6	Remboursement capital dette	5 004 500	5 002 000	5 002 000	-	6 002 000	1 000 000
7	Épargne nette (5-6)	2 259 072	1 717 312	1 014 149	- 703 163	- 382 613	- 1 396 762
8	Subventions d'équipement versées	1 127 270	2 128 500	955 649	- 1 172 851	764 700	- 190 949
9	Programme d'investissement	25 973 778	31 855 550	26 309 028	- 5 546 522	23 873 207	- 2 435 821
10	Charges d'investissement (8+9)	27 101 048	33 984 050	27 264 677	- 6 719 373	24 637 907	- 2 626 770
11	Recettes d'investissement	8 676 318	8 327 315	9 147 522	820 207	8 668 978	- 478 544
12	Total des financements propres (7+11)	10 935 390	10 044 627	10 161 671	117 044	8 286 365	- 1 875 306
13	Emprunt d'équilibre	16 165 658	23 939 423	17 103 006	- 6 836 417	16 351 542	- 751 464

La balance générale des opérations réelles du budget principal indique un repli des recettes, qui sera détaillé plus avant, mais ce sont bien les concours de l'État qui impactent les ressources à la baisse. Les dépenses de fonctionnement diminuent pour la deuxième année consécutive pour permettre la limitation de l'effet ciseau, sans toutefois compenser la totalité de la perte de recettes, conduisant à une minoration de l'épargne dégagée.

Au stade du budget primitif, l'annuité de dette à rembourser progresse, du fait de l'endettement des derniers exercices pour financer les grands investissements tels que le pôle Max Jacob, le pôle sportif de Creach Gwen. Cet endettement, auquel s'additionne la baisse d'épargne de gestion (-496 K€) conduit à prélever 1,39 M€ sur l'épargne nette qui est négative au stade du budget primitif.

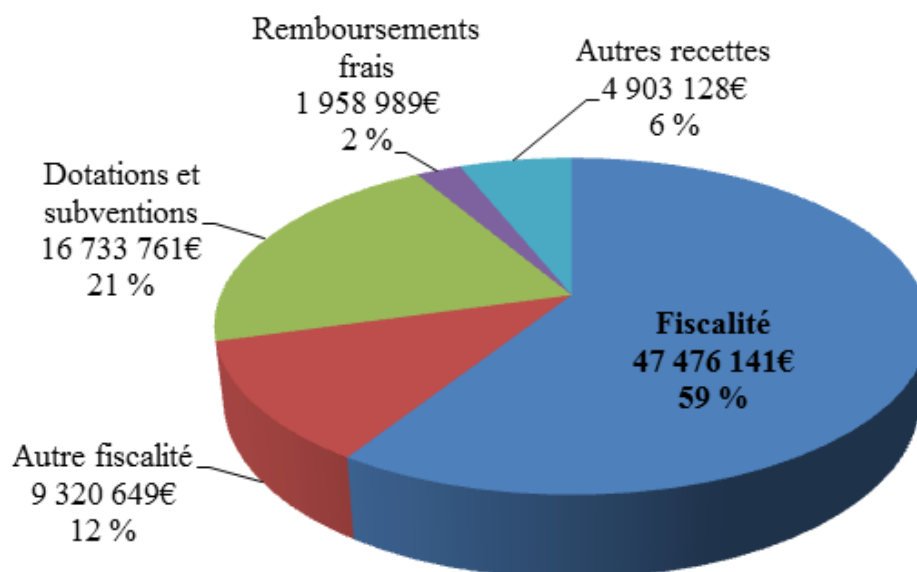
L'exercice 2016 en investissement présente un niveau en diminution de dépenses prévues. La livraison du pôle sportif de Creach Gwen est prévue au premier trimestre 2016. La commune lance par ailleurs dans ce budget les projets d'investissement qui structureront la commune dans les années à venir, notamment avec la salle des fêtes, la maison des associations sur le quartier d'Ergué-Armel, le passage en synthétique d'un terrain sur le complexe Brélivet. L'emprunt d'équilibre se situe à 16,35 M€, en diminution par rapport à 2015.

B. Le fonctionnement

La section de fonctionnement est largement impactée par la diminution des concours de l'État en recettes, la montée en puissance du FPIC (fonds national de péréquation des recettes intercommunales et communales) et les efforts de gestion en matière de dépenses.

1. Recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement s'élèvent à 71 072 019 € et sont réparties comme suit :



La part de la fiscalité, qu'elle soit directe ou indirecte, progresse, au détriment de celle des dotations et subventions.

a. La fiscalité

Budget général (opérations réelles)	2013	2014	2015	2016	Variation
Fiscalité	43 669 645	45 708 411	46 825 014	47 476 141	651 127 €
Contributions directes	35 228 234	37 117 000	37 509 365	38 155 492	646 127 €
Transfert EPCI	3 931 411	3 931 411	4 675 649	4 675 649	0 €
Attributions de compensation					0 €
DSC	3 931 411	3 931 411	4 675 649	4 675 649	0 €
Autres taxes et impôts	4 510 000	4 660 000	4 640 000	4 645 000	5 000 €
- droit de place	210 000	210 000	220 000	225 000	5 000 €
- droits de stationnement	1 300 000	1 300 000	1 200 000	1 200 000	0 €
- taxe sur l'électricité	1 200 000	1 200 000	1 200 000	1 200 000	0 €
- taxe sur la publicité	500 000	650 000	720 000	720 000	0 €
- droit de mutation	1 300 000	1 300 000	1 300 000	1 300 000	0 €

Le chapitre de la fiscalité est le plus dynamique, en progression de 651 K€ pour atteindre 47,47 M€ (71 % des recettes de fonctionnement contre 65 % l'année précédente). Cependant les variations ne sont pas uniformes.

- Les contributions directes :

Le produit attendu des Taxes foncières (bâties et non bâties) et de la taxe d'habitation s'élève à 38,155 M€ en progression de 646 K€ par rapport au budget primitif, intégrant l'actualisation loi de finances qui compte pour 1 % et la variation physique des bases pour un peu plus de 0,7 %.

Pour 2016, il est proposé de maintenir les taux de TH, TFPNB, et la TFPB à leur niveau de 2014 et 2015 :

– Taxe d'habitation.....	20,01 %
– Foncier bâti.....	21,23 %
– Foncier non-bâti	64,88 %

- Les transferts de l'EPCI :

La Dotation de Solidarité Communautaire est prévue au niveau communiqué par Quimper Communauté soit 4 675 649 €.

Depuis l'exercice 2012, il n'y a plus de recette relative à l'attribution de compensation. La ville de Quimper est contributeur (cf. dépenses de fonctionnement).

- Les autres produits fiscaux :

La somme des autres produits fiscaux s'établit à 4,645 M€, quasiment stable par rapport à 2015 (+ 5.000 €).

Les droits de mutation sont inscrits pour 1,3 M€ dans l'attente de la confirmation de la reprise en la matière, les droits de stationnement sont stables à 1,2 M€. Les droits de place passent à 225 K€, la taxe communale de consommation finale sur l'électricité est stable à 1,2 M€. Enfin, la taxe locale sur la publicité extérieure est inscrite pour 720 K€.

b. Les dotations et subventions

Budget général (opérations réelles)	2013	2014	2015	2016	Variation
Dotations et subventions	19 670 970	19 545 771	18 073 463	16 733 761	-1 339 702 €
Dotations	13 306 016	12 952 016	11 559 236	10 145 016	-1 414 220 €
DGF	12 300 000	11 946 000	10 553 220	9 139 000	-1 414 220 €
DSU	1 006 016	1 006 016	1 006 016	1 006 016	0 €
DNP	500 000	734 000	881 026	866 000	-15 026 €
Autres dotations	570 000	570 000	570 000	570 000	0 €
Compensations fiscales	1 927 000	1 737 000	1 574 805	1 513 530	-61 275 €
Subventions et autres	3 367 954	3 552 755	3 488 396	3 639 215	150 819 €

Les dotations, et plus particulièrement la DGF, diminuent, à la fois soumises au prélèvement « redressement des comptes publics » et au financement de la péréquation verticale. Les compensations fiscales diminuent elles-aussi. La perte cumulée pour la commune s'élève à 1,47 M€ à laquelle s'ajoute la baisse du montant de la DNP (dotation nationale de péréquation). La ligne des subventions augmente par le réajustement de certains contrats et notamment CAF.

Au final, ce chapitre diminue de 1,34 M€

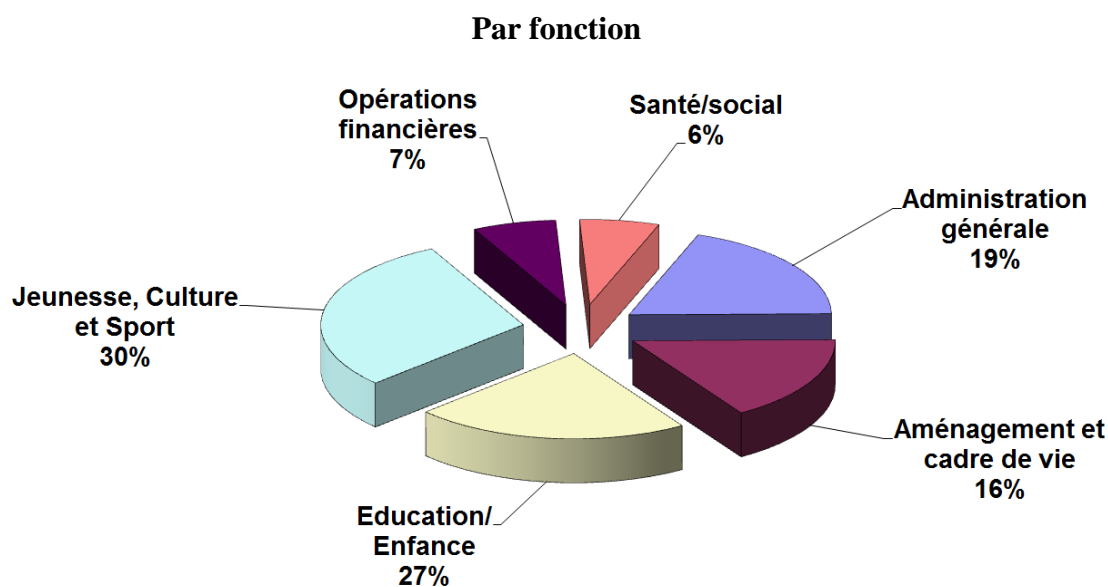
c. Les produits des services et autres recettes

Budget général (opérations réelles)	2014	2015	2016	Variation
Remboursements frais	2 281 645	2 052 587	1 958 989	-93 598 €
Autres recettes	4 833 128	4 638 480	4 903 128	264 648 €
<i>Participations usagers services enfance/petite enfance</i>	2 447 500	2 434 000	2 514 000	80 000 €
<i>Participations usagers services culturels et sportifs</i>	315 000	302 533	310 333	7 800 €
<i>Concessions et redevances occupations</i>	743 678	675 014	650 527	-24 487 €

Les remboursements de frais diminuent. Le Symoresco prenant son autonomie sur le personnel qui est remplacé après mutation, le personnel mis à disposition est moins nombreux et les remboursements afférents moins élevés.

Concernant les participations des usagers et autres redevances, le produit prévu est réajusté pour tenir compte de la refonte de certaines grilles tarifaires. À noter également l'inscription en dépenses et en recettes de crédits dans le cadre du remboursement pour remise en état suite à des dégâts occasionnés en 2015 qui participent de la hausse des autres recettes.

1. Dépenses de fonctionnement



Parmi les grands axes du budget sur ces politiques en fonctionnement, on peut citer pour l'exercice 2016 :

- Les effets en année pleine de l'ouverture du pôle Max Jacob ;
- L'ouverture du pôle sportif de Creac'h Gwen ;
- La sanctuarisation des crédits liés aux politiques de solidarité ;
- Le maintien des conditions d'avancement du personnel municipal et la stabilisation de la masse salariale ;
- Les efforts de gestion pour contenir les dépenses de fonctionnement et notamment les effets du travail sur l'achat public (assurances, entretien ménager...) ;
- La poursuite de la montée en charge du FPIC.

Par nature comptable

Budget général (opérations réelles)	BP 2013	BP 2014	BP 2015	BP 2016	Variation
Charges générales	15 687 294	16 790 889	15 573 565	15 546 283	-27 282 €
Personnel	29 993 984	31 195 412	31 491 016	31 480 583	-10 433 €
Subventions	13 970 635	14 270 933	14 060 783	13 982 735	-78 048 €
S/total dépenses de gestion courante	59 651 913	62 257 234	61 125 364	61 009 601	-115 763 €
Charges financières	2 087 201	2 000 000	1 950 000	1 850 000	-100 000 €
Charges exceptionnelles	600 000	315 550	295 000	382 000	87 000 €
Reversements (dont AC et FPIC)	807 098	916 859	2 063 031	2 071 031	8 000 €
Autres	160 000	160 000	140 000	140 000	0 €
S/total Autres dépenses de fonctionnement	3 654 299	3 392 409	4 448 031	4 443 031	-5 000 €
Total	63 306 212	65 649 643	65 573 395	65 452 632	-120 763 €

Les dépenses réelles de fonctionnement diminuent de 120 K€ avec des disparités selon les chapitres.

Les dépenses de gestion courante diminuent de 115 K€ tandis que les autres charges diminuent également à l'exception des reversements et des charges exceptionnelles.

- Charges Générales :

Parmi les variations les plus importantes de ce chapitre, on peut noter :

Budget général - charges générales	BP 2015	BP 2016	Variation
Combustibles et carburants (groupement de commandes)	555 000	505 000	-50 000 €
Variation de stock	246 125	328 320	82 195 €
Achat de prestation de services	2 629 590	2 759 000	129 410 €
Contrat de prestations de services avec entreprises	248 400	172 676	-75 724 €
Frais de télécommunications	473 054	397 505	-75 549 €
Locations immobilières	808 713	772 185	-36 528 €
Locations mobilières	356 524	354 800	-1 724 €
Charges locatives	97 090	124 618	27 528 €
Entretien bâtiments	401 908	456 646	54 738 €
Primes d'Assurances	525 400	447 790	-77 610 €
Taxes foncières	150 000	175 750	25 750 €
Frais divers	145 858	210 950	65 092 €
Énergie électricité	2 086 550	1 870 840	-215 710 €

- Personnel

	2013	2014	2015	2016	Évolution 2015/2016
Charges brutes	29 993 984	31 195 412	31 491 016	31 480 583	- 10 433
Réintroduction AC services communs	8 604 000	8 604 000	8 604 000	8 604 000	-
Total	38 597 984	39 799 412	40 095 016	40 084 583	- 10 433

Le chapitre de la masse salariale est en diminution de 10 433 €, reflet d'un effort pour maîtriser la progression de la masse salariale (pour mémoire + 4 % entre 2013 et 2014). Le niveau des dépenses prévues en 2016 intègre :

- le GVT (les conditions d'avancement de carrières [échelons et grades] des agents étant maintenu à l'identique des années précédentes) ;
- les mesures relatives aux catégories C ;
- le relèvement de la CNRACL ;
- les efforts de réorganisation des services.

Par ailleurs, la direction des ressources humaines renforce ses actions d'accompagnement des agents dans la progression de leur carrière (et notamment la mobilité et les actions de formation (prévention des risques psycho-sociaux, encadrement intermédiaire...)).

En 2016, les travaux sur l'application la réforme des carrières en cours au niveau national permettront d'affiner les impacts prévisibles de ces textes sur les budgets des années suivantes.

- Subventions :

Chapitre 65 dont subventions	BP 2014	BP 2015	BP 2016	Variation
Redevances pour brevets, licences...	198 917	275 000	296 000	21 000 €
Indemnités et charges élus	535 000	517 000	507 000	-10 000 €
Admission en non-valeur	30 000	30 000	30 000	0 €
Subvention CCAS *	3 153 100	3 153 100	3 101 869	-51 231 €
Subvention Caisse des écoles	374 252	374 252	329 600	-44 652 €
Autres subventions	9 979 664	9 711 431	9 718 266	6 835 €
Total	14 270 933	14 060 783	13 982 735	-78 048 €

*. La subvention du CCAS a fait l'objet d'un « repérимétrage ». Les crédits sont constants toutes choses égales par ailleurs.

Le chapitre des subventions diminue de 78 K€. Il intègre cependant 120 K€ de subvention pour l'ouverture du pôle Max Jacob (complément en année pleine).

Les autres subventions connaissent une baisse variable conduisant le chapitre dans son ensemble à diminuer de 1,47 %.

- Charges exceptionnelles :

Ce chapitre porte sur des annulations de titres des années antérieures. Son montant est fixé à 382 K€ pour le budget 2015. Il intègre également le versement d'une subvention d'équilibre au budget annexe des zones d'habitat pour clôturer l'opération d'aménagement de la zone du Pontigou.

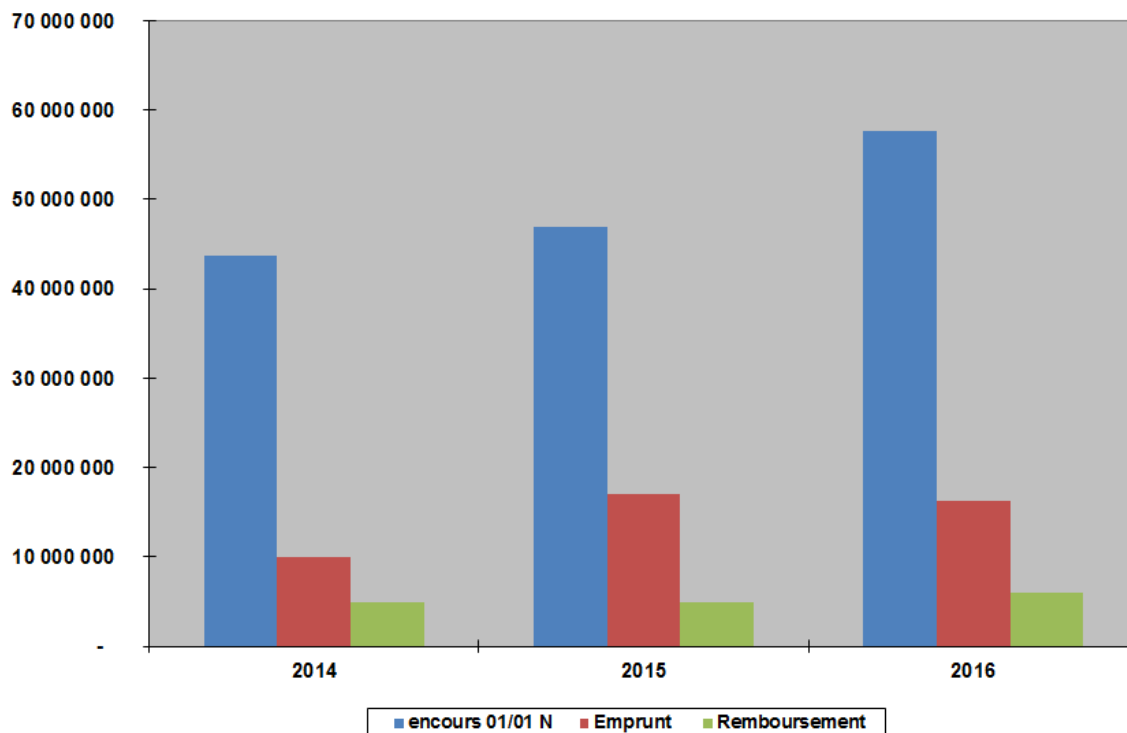
Des crédits sont également ouverts (équivalents en recettes) en remboursement pour remise en état suite à des dégâts occasionnés en 2015.

- Reversements

Ce chapitre intègre les crédits nécessaires au versement de l'attribution de compensation à Quimper communauté pour 1,856 M€ ainsi que la contribution au FPIC.

Enfin le chapitre des dépenses imprévues est provisionné pour 140 K€.

C. Remboursement du capital et des intérêts de la dette et autofinancement



	2013	2014	2015	2016	
Épargne de Gestion (marge brute)	9 350 773	8 719 312	7 966 149	7 469 387	-496 762 €
Épargne brute	7 263 572	6 719 312	6 016 149	5 619 387	-396 762 €
Épargne nette	2 259 072	1 717 312	1 014 149	- 382 613	-1 396 762 €

L'épargne de gestion diminue de 496 K€. L'épargne nette (après remboursement du capital de la dette, hors dépenses d'ordre) est négative à 382 K€ en diminution de 1,39 M€. Les ressources propres de la section d'investissement (FCTVA – cessions...) permet de couvrir l'équilibre réglementaire au stade du BP. Au compte administratif, l'épargne nette sera positive.

La capacité de désendettement, au stade du budget primitif est de 12 ans. Au stade du CA 2016, la capacité de désendettement devrait se situer aux alentours de 8 ans.

- Encours de dette :

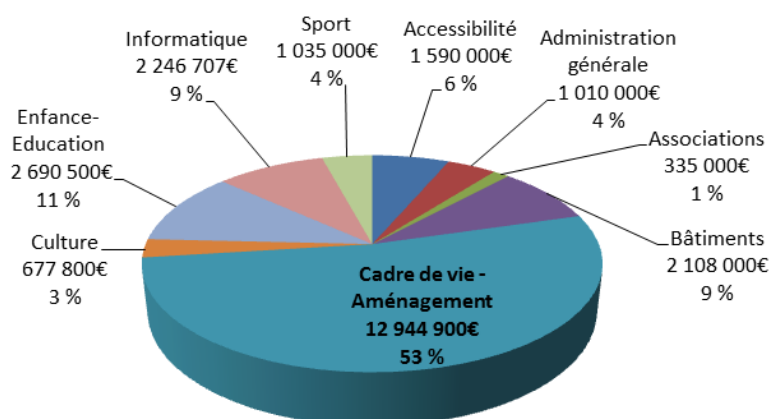
Dette	2013	2014	2015	2016	
Encours 01/01 N	37 184 739	43 680 239	46 857 764	57 675 979	10 818 215 €
Emprunt	11 500 000	10 000 000	17 103 006	16 351 542	-751 464 €
Remboursement	5 004 500	5 002 000	5 002 000	6 002 000	1 000 000 €
Solde N	6 495 500	4 998 000	12 101 006	10 349 542	-1 751 464 €
Dette 31/12 N	43 680 239	48 678 239	58 958 770	68 025 521	9 066 751 €

D. L'investissement

1. Dépenses d'investissement

L'exercice 2016 est caractérisé par la livraison du Pôle Sportif de Creac'h Gwen, le lancement opérationnel de certain projet de construction de bâtiments (Salle des fêtes, salle associative..), les aménagements en matière de voirie, du cadre de vie, les travaux sur l'école Stang ar Choat, le maintien d'une politique d'entretien de l'existant...

Dépenses d'investissement par thématique



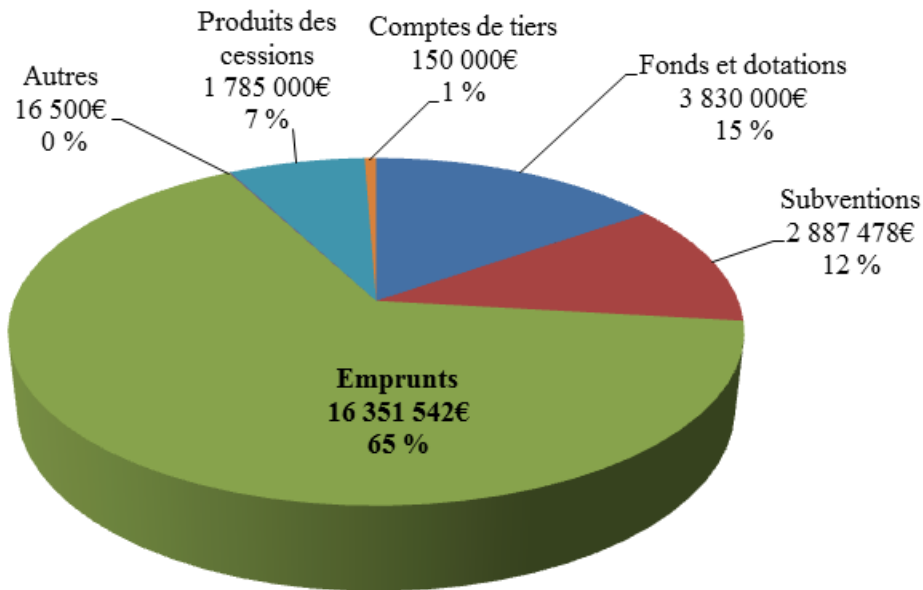
Investissements par nature (hors remboursement du capital de la dette)

Budget général	2013	2014	2015	2016	variation
Dépenses investissement hors dette	27 101 048	33 984 050	27 264 677	24 637 907	-2 626 770 €
Immobilisations incorporelles	2 469 798	4 108 827	2 368 260	3 940 245	1 571 985 €
Subventions d'équipement	1 127 270	2 128 500	955 649	764 700	-190 949 €
Immobilisations corporelles	4 651 990	3 986 200	4 749 678	3 854 962	-894 716 €
Travaux en cours	18 741 860	23 587 000	19 159 884	15 928 000	-3 231 884 €
Autres immobilisations	10 130	73 523	1 206	-	-1 206 €
Comptes de tiers	100 000	100 000	30 000	150 000	120 000 €

Liste des investissements par type (cf. annexe).

2. Financement des investissements (après remboursement du capital de la dette)

Budget général	2013	2014	2015	2016	Variation 2015/2016
Recettes investissement	24 841 976	32 267 238	26 250 528	25 020 520	-1 230 008 €
Fonds et dotations	3 800 000	3 200 000	4 300 000	3 830 000	-470 000 €
FCTVA	3 400 000	2 200 000	3 500 000	3 600 000	100 000 €
TLE	400 000	1 000 000	800 000	230 000	-570 000 €
Excédent N-1					0 €
Subventions	3 654 818	2 980 315	2 856 022	2 887 478	31 456 €
Subventions	2 854 818	2 180 315	2 056 022	2 087 478	31 456 €
Amendes de police	800 000	800 000	800 000	800 000	0 €
Emprunts	16 165 658	23 939 923	17 103 006	16 351 542	-751 464 €
Autres	11 500	17 000	16 500	16 500	0 €
Produits des cessions	1 110 000	2 030 000	1 875 000	1 785 000	-90 000 €
Comptes de tiers	100 000	100 000	100 000	150 000	50 000 €



Le FCTVA est prévu pour 3,6 M€ (récupération sur les dépenses de l'exercice précédent). Le produit de la taxe d'aménagement est en repli, reflet du creux des dernières années sur les projets de permis de construire.

Les subventions prévues proviennent pour une part de Quimper Communauté (fonds de concours informatique pour un peu plus de 1 M€), de subventions liées au projet d'investissement même si ces subventions sont en repli. Le produit des amendes de police est inscrit à hauteur de 800 K€.

Les cessions sont prévues pour 1,785 M€ avec notamment :

- 12 rue du lycée 350 K€ ;
- Rue de la providence, rue des réguaires, ex-mairie annexe de Kerfeunteun : 350 K€ ;
- Creach Gwen : 205 K€ ;
- Kersaliou 750 K€ ;
- Provisions autres cessions : 225 K€.

Au stade du budget primitif, l'emprunt finance 65 % des dépenses d'investissement pour un montant de 16,35 M€.

III. Budgets annexes

1. Budget annexe des zones d'habitat

Zone d'habitat	2013	2014	2015	2016	Évolution
Ventes	670 000	180 000	127 000	403 000	276 000
Fiscalité		-	-	-	0
Autres recettes	200 000		-	52 000	52 000
Total recettes fonctionnement	870 000	180 000	127 000	455 000	328 000
Charges générales	1 341 000	419 500	2 816 000	2 742 000	-74 000
Personnel		-	-	-	0
Autres charges			1 000	-	-1 000
Total dépenses fonctionnement	1 341 000	419 500	2 817 000	2 742 000	-75 000
Autofinancement	- 471 000	- 239 500	- 2 690 000	- 2 287 000	403 000
Recours à l'emprunt	471 000	239 500	2 690 000	2 287 000	-403 000

- En dépenses :

- Acquisitions : Kernoter 440 K€, Linéostic 440 K€
- Travaux : Linéostic, poursuite des travaux de viabilisation de la 1^{ère} tranche 1,4 M€ ;
- Participation aménagement avenue de Ti Pont pour la zone de Kervouyec 290 K€ ; 45 K€ aménagement espaces verts Kervouyec ; Kernoter, démolition 30 K€, frais divers 51 K€.

- En recettes :

Cessions : Kervouyec 275 K€, Linéostic 128 K€, Pontigou 52 K€ de subvention d'équilibre du budget principal pour clôture de l'opération.

2. Budget annexe des locations et camping municipal

Locations et camping	2013	2014	2015	2016	Évolution
Recettes commerciales	510 525	538 513	556 860	505 506	-51 354
Fiscalité		-	-	-	0
Autres recettes	43 840	5 000	5 000	45 000	40 000
Total recettes fonctionnement	554 365	543 513	561 860	550 506	-11 354
Charges générales	465 765	454 313	333 360	250 660	-82 700
Personnel		-	-	-	0
Autres charges	5 000	5 000	10 000	5 000	-5 000
Total dépenses fonctionnement	470 765	459 313	343 360	255 660	-87 700
Autofinancement	83 600	84 200	218 500	294 846	76 346
Autres recettes	768 300	477 000	23 000	23 000	0
Excédent reporté					0
Total recettes d'investissement	851 900	561 200	241 500	317 846	76 346
Fonds de concours					0
Autres investissements	289 650	291 200	241 500	312 846	71 346
Déficit reporté					0
Total investissement	289 650	291 200	241 500	312 846	71 346

Les recettes ont été réajustées à 505 K€, notamment sur le camping. A noter que la recette principale est la location du Théâtre de Cornouaille à la scène nationale (401 K€). En dépenses de fonctionnement, certaines dépenses d'entretien ont été diminuées en lien avec les investissements passés. L'investissement, comportant notamment l'entretien des bâtiments de Locmaria, est autofinancé.

3. Budget annexe des parkings

Parkings en ouvrage	2013	2014	2015	2016	Évolution
Recettes commerciales					
Fiscalité	820 000	775 000	880 000	1 025 000	145 000
Subventions		-	-	-	0
Autres recettes	3 000	3 000	3 000	3 000	0
Total recettes fonctionnement	823 000	778 000	883 000	1 028 000	145 000
Charges générales	595 600	672 000	822 686	883 000	60 314
Personnel		-	-	-	0
Autres charges	3 000	3 000	4 000	3 000	-1 000
Total dépenses fonctionnement	598 600	675 000	826 686	886 000	59 314
Autofinancement	224 400	103 000	56 314	142 000	85 686
Autres recettes		-	-	-	0
Excédent reporté					0
Total recettes d'investissement	224 400	103 000	56 314	142 000	85 686
Fonds de concours					0
Autres investissements	224 400	103 000	52 000	142 000	90 000
Déficit reporté					0
Total investissement	224 400	103 000	52 000	142 000	90 000

En dépenses, ce budget, qui comporte la gestion des parkings De Lattre de Tassigny, du Steïr, de la Tour d'Auvergne, du Théâtre de Cornouaille et Théodore Le Hars, connaît des évolutions notamment sur les charges de copropriété du parking Théodore e Hars en lien avec certains travaux.

Les recettes progressent avec une occupation plus importante et une connaissance encore plus affinée en année pleine de la tarification instaurée en 2013-2014.

En investissement, au-delà de l'entretien courant, quelques travaux de mise en conformité sont prévus sur le parking du Théâtre de Cornouaille.

4. Budget annexe des zones économiques

Ce budget est en voie d'extinction. Il solde les opérations d'aménagement des zones d'activités économiques lancées avant le transfert de la compétence à Quimper Communauté. Avec la loi du 7 août 2015, la compétence en la matière devenant intégralement communautaire au 1^{er} janvier 2017, il conviendra certainement de transférer les derniers terrains à la communauté d'agglomération.

IV. Rappel de l'équilibre

Les amortissements et les opérations d'ordre couverts, l'équilibre général du budget principal est réalisé en maintenant les taux de fiscalité au niveau de ceux de l'année 2015 et par un emprunt d'équilibre de 16 351 542 euros.

Fonctionnement									
Dépenses					Recettes				
	2015	2016	Écart	Évolution		2015	2016	Écart	Évolution
Charges générales	15 573 565	15 546 283	-27 282	-0,18%	Réduction des charges	443 575	559 920	116 345	26,23%
Masse salariale	31 491 016	31 480 583	-10 433	-0,03%	Produits services	5 691 254	5 646 849	-44 405	-0,78%
Concours et subventions	14 060 783	13 982 735	-78 048	-0,56%	Fiscalité	46 825 014	47 476 141	651 127	1,39%
Charges financières	1 950 000	1 850 000	-100 000	-5,13%	Dotations et subventions	18 073 463	16 733 761	-1 339 702	-7,41%
Charges excep.	295 000	382 000	87 000	29,49%	Produits domaine	399 738	483 848	84 110	21,04%
Reversements	2 063 031	2 071 031	8 000	0,39%	Produits financiers.			0	
Dépenses imprévues	140 000	140 000	0	0,00%	Produits excep.	156 500	171 500	15 000	9,58%
					Recettes d'ordre	945 044	982 486	37 442	3,96%
total	65 573 395	65 452 632	-120 763	-0,18%	total	72 534 588	72 054 505	-480 083	-0,66%
Virement SI / dépenses ordre	6 961 193	6 601 873	-359 319	-5,16%					
DRF	48,02%	48,10%							
Investissement									
Dépenses					Recettes				
	2015	2016	Écart	Évolution		2015	2016	Écart	Évolution
Dotations et fonds divers	1 206		- 1 206		Dot. et fonds divers	4 300 000	3 830 000	- 470 000	-10,93%
Emprunt	5 002 000	6 002 000	1 000 000	19,99%	Autres	2 856 022	2 887 478	31 456	1,10%
Subv. Equip.	955 649	764 700	- 190 949	-19,98%	Immo. Corp.		2 000	2 000	
Immo. Incorp.	2 368 260	3 940 245	1 571 985	66,38%	Travaux en cours	10 000	10 000	-	
Immo. Corp.	4 749 678	3 854 962	- 894 716	-18,84%	Autres immo. financières.	4 500	4 500	-	0,00%
Travaux en cours	19 159 884	15 928 000	- 3 231 884	-16,87%	Op. tiers	100 000	150 000	50 000	50,00%
Participations			-		Cessions	1 875 000	1 785 000	- 90 000	-4,80%
Autres immo. financières.	-		-		Virement SF Rec. Ordre	6 961 193	6 601 873	- 359 319	-5,16%
Op. tiers	30 000	150 000	120 000	400,00%				-	
Dépenses d'ordre	945 044	982 486	37 442	3,96%					
Total	33 211 721	31 622 393	- 1 589 328	-4,79%	Total hors emprunt	16 106 715	15 270 851	- 835 863	-5,19%
					Emprunt d'équilibre	17 105 006	16 351 542	- 753 465	-4,40%
					Total recettes avec emprunt	33 211 721	31 622 393	- 1 589 328	-4,79%

Après avoir voté chapitre par chapitre (2 abstentions ; 45 suffrages exprimés dont 36 voix pour et 9 voix contre), le conseil municipal adopte le budget primitif 2016.